Vers une « Europe de la santé » à marche forcée - 1/3

Le 28-04-2021

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par Joël Perichaud, Secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales

Mollement critiquée par ceux qui voudraient s'auto-instituer « Grands chefs à plumes » de l'UE, la Commission a présenté, dès novembre 2020, une liste de propositions visant à « mieux préparer l'Europe face aux crises sanitaires à venir ».
Ces propositions constituent un pas important vers une véritable Union européenne de la santé dont on constate chaque jour la nocivité. L'objectif est, encore et toujours, de déposséder les États membres de leurs prérogatives en matière sanitaire.
La grande destruction des nations par l'UE se fait toujours selon la même méthode appelée couramment « Métaphore de la grenouille qui ne savait pas qu'elle était cuite (1)», et par le même truisme : unis on est plus fort. Mais au fait, contre qui et pour qui ?

Nouvelle autorité sur le modèle US

Acte I : Étendre les pouvoirs des organisations supranationales

Pour commencer, il est donc prévu de renforcer le rôle du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) et de l'Agence européenne des médicaments (EMA).
Selon Andrea Ammon, directrice de l'ECDC, cet organisme disposerait de plus d'outils de surveillance pour assurer une veille en temps réel de la situation épidémiologique sur l'ensemble de l'UE. Il pourrait aussi envoyer des équipes médicales pour assister les pays européens en proie à une crise sanitaire. Les européistes osent tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît… En effet, nous constatons l'exact contraire aujourd'hui : ce sont des équipes cubaines, russes et chinoises qui sont venues à l'aide, notamment en Italie…
Quant à l'EMA, dirigée par Emer Cooke, il est prévu de la doter d'effectifs et de moyens supplémentaires afin qu'elle contrôle et surveille les stocks de matériel médical et de médicaments et prévienne des risques de pénurie. L'EMA pourrait aussi faire des recommandations sur les médicaments, coordonnerait les essais cliniques et les études d'efficacité sur les vaccins en cours de développement.
Avec ces deux mesures, c'est bien la main-mise de la Commission, non élue, sur les traitements (vaccins, médicaments), les matériels médicaux, la réponse sanitaire d'urgence… Bref, la fin des instruments nationaux de politiques de santé publique est actée.

Acte II : Créer une nouvelle « autorité » sur le modèle financier américain

Pour les europiomanes, l'exemple à suivre, même s'il est inefficace et destructeur pour les peuples, est celui des Etats-Unis. Il est donc prévu de créer d'ici fin 2023, sur le modèle de la Biomedical Advanced Research and Development Authority (BARDA) américaine, une autorité pour la réaction aux urgences sanitaires. Il faut bien sûr la donner d'un nom qui fleure bon le globish. Ce sera « Health Emergency Response Authority » (HERA) et elle fonctionnera comme sa source étatsunienne.
Créée en 2006, la BARDA est l'agence US responsable des contre-mesures médicales contre le bioterrorisme, les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, les pandémies et les maladies émergentes. Elle est très liée à l'industrie biomédicale pour promouvoir la recherche, l'innovation et le développement de dispositifs médicaux, tests, vaccins et médicaments. Elle achète et gère aussi les stocks de matériel (médicaments, équipements de protection individuelle et vaccins). La BARDA est également liée à un réseau de start-up par un programme public-privé (PPP) dont les activités de financement sont juteuses. En effet, elle ont « levé » 600 millions de dollars en 2020 et plus de 160 millions en janvier 2021.

HERA, la « BARDA européenne », investirait dans la R&D (recherche et développement) des firmes pharmaceutiques « européennes » à coup de capital-risque, "aiderait" à coup d'achats anticipés, les industriels européens à accélérer le développement de leurs traitements et aurait la primauté sur les nouveaux traitements découverts.
En même temps, la Commission européenne ponctionne son instrument d'aide d'urgence, créé en 2016 pendant la crise des réfugiés en Méditerranée. Cet instrument, fondé sur l'article 122, paragraphe 1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), permet, en dehors du mandat originel d'aide aux réfugiés, de faire parvenir de l'aide dans les États membres…Alors même que ce programme a montré son inefficacité en matière de soins de santé de base, de mesures d'hygiène et de construction de logements temporaires pour les immigrants dans le besoin, il a été utilisé à hauteur de 100 millions d'euros pour l'achat de tests et de 220 millions d'euros pour le transfert de malades de la Covid-19…

Accédez au chapitre 2

Accédez au chapitre 3

(1) - Une grenouille nage dans une marmite remplie d'eau FROIDE. Un feu est allumé sous la marmite pour faire monter progressivement la température. La température monte, l'eau est tiède, la grenouille s'agite moins mais ne s'affole pas. La température de l'eau grimpe, l'eau est vraiment chaude, la grenouille trouve ça désagréable, elle s'affaiblit mais supporte la chaleur. La température monte encore, jusqu'au moment où la grenouille finit par cuire et mourir. Morale de l'histoire : lorsqu'un changement s'effectue d'une manière lente, il échappe à la conscience et ne suscite aucune réaction, aucune opposition, aucune révolte. Controversée et sujette à discussion, la parabole de la grenouille qui ne savait pas qu'elle était cuite traduit le phénomène d'habituation et de passivité dans un environnement qui se dégrade progressivement au point de mettre sa propre vie en péril.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire